

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet CARM Solution - Solution GCRA	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-165038/A	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client 1000325038	Date 2015-06-16
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$SEL-627-28890	
File No. - N° de dossier 627el.47064-165038	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-08-05	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Aubin, Marc A.	Buyer Id - Id de l'acheteur 627el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1436 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification n° 007 de la LI vient; (1) répondre à la question de l'industrie, et (2) apporter une modification à la LI, comme suit:

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n° 3

Puisque ce projet vise différents secteurs d'activité au sein d'une grande organisation, et que l'ASFC a besoin d'une grande entreprise ou d'une coentreprise pour traiter tous les domaines du projet de GCRA, nous demandons respectueusement un report de deux semaines de la date de clôture de présentation des réponses à la LI. Cela permettra de s'assurer que les experts en la matière appropriés répondent aux questions au sein de l'organisation ou de la coentreprise.

Réponse n° 3 :

Le Canada a examiné votre question. Toutefois, en raison du calendrier très ambitieux, le Canada a décidé de ne pas reporter la date de clôture.

MODIFICATION APPORTÉE À LA LI

Faire la modification suivante à l'annexe C de la LI :

SUPPRIMER l'annexe C en entier; et

REMPLACER par ce qui suit :

Annexe C

Autres renseignements et instructions

C.1 Processus d'inscription à la journée de l'industrie et à la téléconférence WebEx

Les fournisseurs intéressés sont encouragés à s'inscrire à la journée de l'industrie ou encore à la téléconférence WebEx simultanée au plus tard le 19 mai 2015. Il leur suffit de remettre à l'autorité contractante de TPSGC nommée à la section C.4 du présent document un exemplaire signé de l'annexe E (Modalités du processus de consultation de l'industrie) par représentant participant. **(La journée de l'industrie à pris place et est complétée)**

C.2 Notes à l'intention des fournisseurs intéressés

La présente ne constitue pas un appel d'offres et ne donnera pas lieu à un contrat.

Il convient de préciser que toute information transmise au gouvernement du Canada en réponse au présent avis pourra lui servir à rédiger une demande de propositions (DP) concurrentielle. Toutefois, le gouvernement du Canada n'est pas tenu de donner suite à quelque déclaration

d'intérêt, ni d'en tenir compte dans aucun document connexe, notamment une invitation à se qualifier (ISQ) ou une DP.

La publication du présent avis sur le processus de consultation de l'industrie n'oblige aucunement le gouvernement du Canada à publier une DP par la suite ni n'engage pas le gouvernement du Canada, juridiquement ou autrement, à conclure une entente ni à accepter ou rejeter des suggestions quelconques. Le gouvernement du Canada se réserve le droit d'accepter ou de rejeter une partie ou l'ensemble des commentaires reçus.

La participation à ce processus n'est ni une condition ni un préalable à la participation à toute DP ultérieure.

Les fournisseurs prenant part au processus qui soumettent des renseignements confidentiels ou exclusifs devraient les présenter comme tels.

Les médias ne peuvent pas participer à la journée de l'industrie, aux rencontres individuelles ou aux réunions du groupe de travail.

Il est interdit d'enregistrer la journée de l'industrie ou tout segment diffusé de celle-ci.

Un surveillant de l'équité tiers participera à la totalité du processus de consultation.

Toute demande de renseignements ou toute autre communication liée au processus devra être transmise exclusivement à l'autorité contractante de TPSGC par courriel. Les fournisseurs qui ont l'intention de prendre part au processus doivent le faire savoir à l'autorité contractante de manière à être informé par le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) de tout changement apporté à l'avis pendant la durée de ce dernier.

Le gouvernement du Canada ne remboursera pas les dépenses liées à la participation à toute étape du processus de consultation de l'industrie.

C.3 Communication avec les représentants de l'industrie

Le gouvernement du Canada mettra par écrit les préoccupations, les questions et les suggestions de l'industrie, de même que ses propres réponses. Pendant le processus de consultation de l'industrie, l'autorité contractante de TPSGC peut choisir de communiquer avec les représentants de l'industrie inscrits par courriel plutôt que d'afficher d'autres avis dans le SEAOG. Pour assurer l'équité, la transparence et l'intégrité du processus, TPSGC transmettra les renseignements découlant du processus à l'industrie (excluant les renseignements désignés exclusifs ou confidentiels).

C.4 Autorité contractante de TPSGC

Marc Aubin

Chef d'équipe d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-934-1436
marc.a.aubin@tpsgc-pwgsc.gc.ca

C.5 Conflit d'intérêts

L'article en matière de conflit d'intérêt est en cours de définition; il sera communiqué une fois complété.

C.6 Exigences en matière de sécurité

Une attestation de sécurité est une certification délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de TPSGC. Les exigences relatives à la sécurité seront établies dans l'invitation à se qualifier (ISQ) ainsi que dans la demande de propositions (DP). Au fur et à mesure que le Canada précisera son besoin, il modifiera les exigences du profil de sécurité des fournisseurs. Toutefois, le Canada prévoit que les fournisseurs retenus ou les soumissionnaires devront posséder ce qui suit :

- a) Une attestation de sécurité de niveau Secret attribuée par le Canada pour les fournisseurs retenus ou les soumissionnaires qui pourront consulter des renseignements de nature délicate;
- b) Une attestation de sécurité d'installation (ASI) et une autorisation de détenir des renseignements (ADR) de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) pour les installations où le fournisseur retenu ou le soumissionnaire souhaite utiliser et stocker les renseignements de nature délicate;
- c) Une capacité en matière de sécurité des technologies de l'information contrôlée par la DSIC pour les installations dans lesquelles le fournisseur retenu ou le soumissionnaire souhaite utiliser et stocker les renseignements de nature délicate, afin que ce dernier puisse traiter, stocker ou transmettre des renseignements de nature délicate par voie électronique.

On s'attend également à ce que le personnel assigné à participer au travail doive obtenir l'attestation de sécurité de niveau Secret.

Les fournisseurs de services sont informés que les travaux et les services à fournir pour la solution pourraient comprendre des mesures de sécurité spéciales et être visés par des contraintes liées à la sécurité nationale. Les fournisseurs retenus ou les soumissionnaires devront donc accepter les conditions établies dans les documents de toute demande à venir qui ont trait à la sécurité nationale et à l'intérêt national et qui nécessitent une vérification et un contrôle des personnes désignées qui participent à l'initiative. Les fournisseurs de services devraient s'attendre à des exigences strictes et à la nécessité absolue de les respecter.

On s'attend également à ce que l'ASFC effectue sa propre évaluation de la cote de sécurité de l'entrepreneur et de son personnel selon la Norme de sécurité et de gestion des marchés et la Politique sur la sécurité du gouvernement et la Norme sur la sécurité du personnel du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), et ce, même si une telle évaluation a déjà été menée en application de ces politiques. L'évaluation de la cote de sécurité réalisée par l'ASFC comprend une vérification de la solvabilité effectuée par un agent de sécurité autorisé conjointement avec la Section d'enquête de sécurité sur le personnel de l'ASFC, qui est indépendante de TPSGC, de la DSIC et de la Direction de la sécurité industrielle internationale.

C.7 Processus de sécurité de la Direction de la sécurité industrielle canadienne

Les attestations de sécurité (octroyées par la DSIC) permettront au fournisseur de services de travailler dans les locaux du GC et d'avoir accès à des renseignements confidentiels ou délicats, au besoin. La Politique sur la sécurité du gouvernement prévoit que le personnel doit se soumettre à un filtrage de sécurité lorsque les fonctions ou les attributions demandent d'avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés. Les fournisseurs de services doivent être parrainés par un représentant du GC pour enclencher le processus et obtenir une attestation de sécurité ou en obtenir une de niveau supérieur directement à l'appui de l'initiative. Ils peuvent envoyer leurs demandes à cet effet à l'autorité contractante à l'adresse courriel suivante :

marc.a.aubin@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Nous invitons les soumissionnaires à présenter rapidement leurs demandes d'attestation de sécurité. Nous invitons également les fournisseurs de services à demander une attestation de sécurité pour leurs principaux employés et pour toutes les autres personnes qui devront peut-être, pendant les étapes de mise en œuvre, consulter des renseignements de nature délicate ou accéder à des lieux sécurisés. Le processus d'approvisionnement ne sera pas retardé pour permettre aux fournisseurs de services d'obtenir les autorisations de sécurité nécessaires.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA LETTER D'INTÉRÊT DEMEURENT INCHANGÉES.